Attentat contre Habyarimana : Le juge Trevidic rouvre la boite de Pandor

Le Pays, mercredi 28 avril 2010Seize ans aprÃ¨s les Ã©vÃ©nements, un autre juge franÃ§ais, rouvre le dossier brÃ»lant de lâ€™attentat dans lequel deux prÃ©sidents hutus ont perdu la vie en 1994Â : Juvenal Habyarimana du Rwanda et Cyprien Ntaryamira du Burundi. Marc Trevidic qui succÃ¨de ainsi au juge BruguiÃ¨re, sâ€™est entourÃ© dâ€™experts, aussi dÃ©termin lui, Ã mettre fin Ã la controverse sur les auteurs de cet Ã©vÃ©nement dÃ©clencheur du gÃ©nocide. Dans un an, ils se rendron sur le terrain afin de produire un rapport.Mais alors, pourquoi Kagame si avide de justice, ne se montre-t-il pas aussi intÃ©ressÃ© par la recherche de la vÃ©ritÃ© dans ce dossierÂ ? Faudra-t-il attendre quâ€™il parte pour espÃ©rer voir un jour p la vÃ©ritÃ©Â ? De mÃªme, pourquoi les Burundais qui ont perdu leur prÃ©sident au cours de lâ€™attentat, ne semblent pas aus prÃ©occupÃ©s par lâ€™Ã©volution du dossierÂ ? Un paradoxe qui sâ€™explique difficilement, mÃªme aprÃ¨s les consÃ©quen guerre civile ravageuse.

En attendant, tel le rocher de Sisyphe, le dossier de lâ€™attentat, Ã la fois dÃ©licat dans ses manipulations et lourd de ses consÃ©quences, continue dâ€™Ã©voluer entre Paris et Kigali. Au rythme de lâ€™Ã©volution du contexte politique et des saisonsâ€¦diplomatiques. Mais le juge Marc Trevidic entend faire triompher la vÃ©ritÃ©. Sera-t-il pour autant aidÃ© dans cette tÃ¢cheâ€¦messianiqueÂ ? Par quiÂ ? Il semble bien quâ€™avec la boite de Pandore quâ€™il vient de rouvrir, en France comme Rwanda, il troublera encore pour un temps le sommeil de bien des gens. En fait, il y a trois ans que le travail a repris.

Prenant le risque de sâ€™exposer, le juge parisien se rendra Ã Kigali avec ses hommes de science.Le comitÃ© se compose de spÃ©cialistes en balistique, explosifs, aÃ©ronautique ou gÃ©omÃ©trie. Il a pour objectif de reconstituer le crash du Falcon 50 du prÃ©sident Habyarimana. AprÃ¨s avoir Ã©tabli la trajectoire de lâ€™avion, les experts donneront des prÃ©cisions sur la natu des projectiles, et lâ€™emplacement prÃ©sumÃ© des tireurs qui lâ€™ont abattu. Il y a toujours eu deux thÃ¨ses Ã cet attentatÂ du juge Jean-Louis BruguiÃ¨re, accusant lâ€™entourage de lâ€™actuel prÃ©sident rwandais Paul Kagame. Suite Ã cette accusation, le Rwanda avait rompu ses relations diplomatiques avec la France. Kigali a mÃªme quittÃ© la Francophonie pour le Commonwealth. Lâ€™autre thÃ¨se a toujours Ã©tÃ© dÃ©fendue par le Rwanda qui a menÃ© sa propre enquÃªte. Elle i les extrÃ©mistes hutus. Ils auraient tirÃ© sur lâ€™avion prÃ©sidentiel. Et la France y a sa part de responsabilitÃ©.Lâ€™enquÃ par le juge Trevidic se dÃ©roule dans le sillage de la normalisation des relations franco-rwandaises, entamÃ©e lâ€™an dernier. En effet, compte tenu des difficultÃ©s survenues dans les relations entre le Rwanda et la France, il nâ€™avait pas Ã©tÃ© possi dâ€™y envoyer des experts. Câ€™est dire combien la rÃ©ouverture du dossier pourrait gÃªner certains esprits. Elle doit surtout dÃ©ranger au sommet de lâ€™Etat, en France et au Rwanda. De quoi se demander si, sur le terrain, les enquÃªteurs pourront rÃ©ellement bÃ©nÃ©ficier dâ€™une quelconque assistance. A moins que cette enquÃªte ne soit rouverte pour investiguer Ã dÃ©charge Ã fin de disculper dÃ©finitivement Kagame dans lâ€™intÃ©rÃªt bien compris des relations franco-rwandaises. Ainsi Paris et Kigali se frotteraient les mains et la normalisation entre les deux capitales pourrait se poursuivre sereinement.

Comme les voies du Seigneur, les voies de la politique sont insondables.Par ailleurs, lâ€™Ã©volution du contexte politique va certainement peser sur le travail du juge. A Kigali, lâ€™heure est aux prÃ©paratifs de lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle prÃ©vue e 2010, qui pourrait voir Paul Kagame se succÃ©der Ã lui-mÃªme. La rÃ©ouverture du dossier pourrait donc agacer. Surtout que du cÃ´tÃ© franÃ§ais, le pouvoir rwandais actuel a toujours Ã©tÃ© suspectÃ© dâ€™avoir trempÃ© dans cet attentat. Qui do voudra bien tendre lâ€™oreille au juge TrevidicÂ ? En France, lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle interviendra en 2012. Mais prÃ©sentement, la cote de popularitÃ© de Sarkozy est en baisse dans les sondages.Quelles consÃ©quences pour le pouvoir rwandais actuelÂ ? Et surtout, quelles rÃ©percussions pour les relations franco-rwandaises qui paraissent aujourdâ€™hui au beau fixeÂ ? Si la thÃ¨se sur les gÃ©nocidaires Hutus se confirme, Kagame et ses partisans Ã lâ€™intÃ©rieur comme Ã lâ€™ seront Ã lâ€™aise. Le pouvoir de Kigali en sortira consolidÃ©. Il appartiendra au juge dâ€™identifier les vrais coupables et de l chÃ¢tier. Restera Ã savoir quelle aura Ã©tÃ© la part des soldats franÃ§ais dans cette aventure. A lâ€™inverse, si les conclusio du juge disculpent la partie franÃ§aise, et accusent le rÃ©gime de Paul Kagame, il est fort probable que les relations franco-rwandaises prennent un coup de froid. On lâ€™a vu lors des prÃ©cÃ©dents tiraillements Ã propos du mÃªme dossier.Dans ce de figure, Kagame devra rendre des comptes. Lui qui a abandonnÃ© le paquebot de la Francophonie pour le yacht du Commonwealth. Et la communautÃ© internationaleÂ ? A-t-elle intÃ©rÃªt aujourdâ€™hui, Ã en savoir davantage sur lâ€™attent coÃ»tÃ© la vie aux deux chefs dâ€™Etats rwandais et burundais en 1994Â ? Les consÃ©quences seront Ã©normes si les conclusions de lâ€™enquÃªte Ã©tablissent formellement que le FPR (Front patriotique rwandais) est Ã lâ€™origine de lâ€™att regards sur le Rwanda de Paul Kagame pourraient changer. Lâ€™on assisterait alors Ã un bouleversement, Ã un retour du balancier pour le rÃ©gime rwandais. A leur tour, Kagame et ses compagnons pourraient se voir accusÃ©s dâ€™Ãªtre des meurtriers, des gÃ©nocidaires et devenir dans ce cas des parias pour la communautÃ© internationale.Jusque-lÃ , Kigali a bÃ©nÃ©ficiÃ© de la sympathie de nombre de pays. Par exemple, les pays occidentaux, toujours Ã©prouvÃ©s par le drame de lâ€™holocauste juif sous les nazis, ont beaucoup fait preuve de compassion une fois brandie la thÃ¨se du gÃ©nocide rwandais. Depuis la prise du pouvoir par le FPR, ils observent une certaine rÃ©serve face aux excÃ¨s du rÃ©gime Kagame qui tarde Ã se dÃ©mocratiser. Ainsi, il contraint ses opposants Ã lâ€™exil sâ€™ils ne veulent pas croupir en prison. Tel est le cas de lâ€™ Victoire Ingabire, prÃ©sidente du parti des Forces dÃ©mocratiques unifiÃ©es (FDU). RentrÃ©e de son exil dorÃ© dâ€™Europe dÃ©but dâ€™annÃ©e, elle aura eu tort de dire haut et fort quâ€™elle est candidate Ã la toute prochaine Ã©lection prÃ©sidenti Paul Kagame a fait des facilitÃ©s aux femmes rwandaises. Contrairement Ã beaucoup de leurs sÅ“urs dâ€™Afrique et dâ€™ai elles occupent Ã paritÃ© Ã©gale les diffÃ©rents strapontins du pouvoir. Les postes de responsabilitÃ©s leur sont largement confiÃ©s. Mais de lÃ Ã chercher Ã ravir son trÃ´ne au chef, cela semble encore un rÃªve difficile Ã â€¦caresser. Et Victoire Ingabire de rÃ©aliser soudainement que ses ambitions pourraient lui coÃ»ter trÃ¨s cher. Opposante dÃ©clarÃ©e et Hutue, elle se voit accusÃ©e de Â«Â rÃ©visionnisteÂ Â» et de Â«Â gÃ©nocidaireÂ Â». Mettant Ã lâ€™Ã©preuve le rÃ©gime Kagame qui de son option pour la dÃ©mocratie, elle a affichÃ© ses prÃ©tentions mais Ã lâ€™Ã©vidence, cela dÃ©range. Mais jusquâ€™Ã en avant de Kigali sâ€™arrÃªteraÂ ? NdlRÂ : " Le Pays" est un quotidien indÃ©pendant d'informations gÃ©nÃ©rales publiÃ© au Faso